COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 OCTOBRE 2021

Etaient présents : P. BAUDRIN C. MERCIER D. RAMEZ C. COLLET G. COLLET *MP. THUILLET (à 18h52)* H. DUMOULIN JM. DELANNOY G. MONTAY (*à 18h57*) JC. REZIGA S. GLINEUR S. PIROTTE (*à 19h05*) H. LEDOUX A. AIT BAHA C. DESROUSSEAU A. DEVEMY B. MERESSE F. COQUELET B. LE MAIGNENT I. PLOUVIER A. MALABOEUF (*à 19h08*)

Etaient excusés : L. PHILIPPE L. BLONDEAU C. RIFF C. GRAND S. SPOTO V. PORQUET

Procurations respectives à : LE MAIGNENT B. MERESSE P. BAUDRIN S. GLINEUR D. RAMEZ C. COLLET

I. COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 7 JUILLET 2021

Adopté à l'unanimité

II. PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION DE LA VALLÉE DE LA RHONELLE ET DE SES AFFLUENTS : CONSULTATION OFFICIELLE – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mme Collet, adjointe à l'urbanisme, prend la parole et remercie MM. Dumoulin, Collet et Delannoy ainsi que Mmes Déprez et Serafini pour le travail de synthèse sur le PPRI.

Un dossier de consultation officielle concernant le projet du plan de prévention des risques inondation (PPRI) de la Vallée de la Rhonelle a été déposé en mairie afin que le Conseil Municipal puisse rendre un avis.

La carte de l'aléa sur les risques naturels d'inondation qui a été élaborée par la DDTM de Lille montre les différents impacts de ruissellement ou accumulation relevés sur l'ensemble du territoire de la commune.

Certaines zones urbaines deviennent ainsi non constructibles ou sont reprises dans un secteur où des restrictions de constructions sont importantes.

Après avoir consulté la cartographie de l'aléa de référence de ruissellement et de débordement, ont été relevées les anomalies ou remarques suivantes :

1) **Rue Rucart, parcelle A 830** : malgré plusieurs interventions faites lors des réunions de préparation pour qu'un aléa d'accumulation et de ruissellement figure sur la parcelle, la carte n'a pas évolué dans ce sens. Ce terrain est un exutoire pour la rue Rucart lors de fortes pluies, et, selon les témoignages des riverains du début de la rue (côté place Cuvelier), celui-ci est régulièrement inondé car en contrebas par rapport au niveau de la route (- 1 mètre). Il serait souhaitable d'apporter la rectification nécessaire pour que ce terrain ne soit pas constructible et ainsi ne pas aggraver la situation lors de fortes pluies pour les habitations existantes déjà impactées.

2) **Rue Joliot Curie, parcelles AB 263 et 264** : ces parcelles n'ont jamais été inondées pendant les épisodes de fortes pluies concernées par l'état de catastrophe naturelle à différentes reprises : la couleur bleue foncée reprise sur la carte n'est pas appropriée.

3) **Avenue des Pâtorettes, parcelle AC 52** : cette parcelle a accueilli longtemps une école, démolie depuis 2006. Aucune archive n'a révélé une inondation ou un ruissellement à cet endroit, l'aléa à préserver figure sur la parcelle AC 51 et en fond de parcelle AC 50 en limite des parcelles AC 453 et 452.

4) **Résidence de la Rie, rue Henri Bantegnie** : l'ensemble de cette résidence est concernée par une accumulation d'eau plus ou moins importante. Afin de ne pas aggraver la situation par des constructions d'extensions que pourraient réaliser les riverains, l'ensemble de la zone peut être mise en bleue. (l'épisode pluvieux de 2012 a impacté la quasi totalité de la surface de la résidence).

5) **Résidence Cacheux et la partie de la rue Bantegnie** permettant d'avoir accès à la résidence :

La quasi totalité de la résidence a été impactée par les inondations survenues en 2012. L'eau provenait en grande partie de l'axe de ruissellement figurant sur la rue Henri Bantegnie. Cet axe se prolonge jusqu'à la résidence. La zone de connexion représentée doit être modifiée (entre les parcelles AC 535 et AC 119).

6) **Rue des Marais, parcelle AB 265** :

La parcelle est en contrebas par rapport à la voirie. Régulièrement et en cas de fortes pluies, la parcelle présente une accumulation d'eau qui s'évacue difficilement (plusieurs jours voire plusieurs semaines). Un aléa de moyenne accumulation doit figurer sur une grande partie de la parcelle qui est située en zone N.

7) **Rue des Marais, parcelle A 3037** :

La parcelle se situe au milieu d'une zone urbaine (zone UB) depuis très longtemps et est entourée de constructions. Le propriétaire a le projet depuis 2017 (plans et étude thermique réalisés pour ce projet par un constructeur), de construire son habitation du fait de l'achat comme terrain à bâtir quelques années auparavant. Cette parcelle n'a jamais été inondée d'après le témoignage de la plupart des riverains de cette rue recueilli en mairie et transmis au service de la DDTM. Cette parcelle ne doit pas figurer dans une zone verte (sur la carte des enjeux) pour permettre au propriétaire de construire son habitation et sans porter atteinte à la vulnérabilité des personnes ou biens existants à proximité.

8) **Rue du 19 Mars 1962, parcelle ZI 79** :

Suite aux inondations de 2012, un axe de ruissellement avait été identifié (au POS) traversant la parcelle et provenant de la parcelle ZI 77. L'habitation existante a subi de nombreux dégâts matériels dus à une coulée de boue conséquente. Cet axe doit être reporté sur la carte d'aléa.

9) **RD 40, 1^{er} rond-point en provenance de l'université de Valenciennes** :

L'axe de ruissellement doit figurer également sur la partie droite en direction de la rue de Fontenelle. Lors des nombreux phénomènes de pluies importantes, les coulées d'eau et de boue passent à droite et à gauche du Rond-Point.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver le PPRI sous réserve d'apporter les modifications relevées ci-dessus.

III. RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS CADRE et PARTICULIERE DU SERVICE COMMUN ADS (APPLICATION DU DROIT DES SOLS) DE VALENCIENNES METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Vu la délibération du conseil communautaire n° CC3-2015-114-426 du 10 avril 2015 portant sur la création d'un service commun d'instruction ADS et la convention cadre avec les communes,

Considérant que les conventions cadre et particulière du service commun ADS entre Valenciennes Métropole et la Commune ont expiré à la fin du mandat 2020, il convient de les renouveler.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions cadre et particulière.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser le Maire à signer les conventions cadre et particulière ainsi que tous documents afférents au service commun ADS.

IV. INFORMATION SUR LE REGLEMENT DU CIMETIERE

Le règlement du cimetière a été actualisé. Pris sous la forme d'un arrêté du maire, il vous a été communiqué à titre informatif.

Discussion :

M. Ait Baha : *il indique qu'il comprend la position de la commune, je suis en phase avec celui-ci mais souhaiterait une exception pour les Harkis qui ont vécu à Maing et sont partis vivre ailleurs.*

Maire : *il n'est pas possible d'accueillir tous les nombreux descendants de harkis à Maing dès lors qu'un ascendant y est enterré. La seule possibilité qui existe est de choisir une concession familiale. Le cimetière est trop petit pour pouvoir accueillir tout le monde.*

Mme Collet : *il ne faut pas faire d'exception et appliquer le règlement à la lettre pour ne pas s'exposer plus tard à des doléances.*

M. Réziga : *N'est pas d'accord quand le maire parle de famille nombreuse pour les Harkis. Ce n'est pas une généralité. Se faire enterrer près de sa famille est une demande légitime.*

Mme Collet : *Justement, la concession familiale règle ce problème.*

M. Réziga : *pour les Harkis, les rites sont différents, la concession familiale n'est pas possible.*

Mme Collet : *il faut s'adapter aux règles mises en place. Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures.*

Maire : *Nous avons une à deux demandes par mois de personnes qui ne résident pas à Maing et veulent y être enterrées. Ce n'est pas possible, il n'y a pas la place.*

M. Réziga : *demande une exception pour les descendants de Harkis.*

Maire : *C'est impossible, ce serait une rupture d'égalité vis à vis du reste de la population maingeoise.*

Mme Plouvier : *dans l'ancien cimetière, certaines tombes ne sont pas bien positionnées et la route construite après l'implantation de ces caveaux, rend difficile leur ouverture, nécessitant une découpe de l'enrobé.*

Maire : *Quand un concessionnaire intervient sur un trottoir en enrobé pour le compte d'un particulier ou même pour son propre compte, il remet en état. Il en est de même au cimetière, les sociétés de pompes funèbres le savent bien.*

Mme Collet : *le règlement du cimetière impose la remise en état, et cela ne date pas de ce nouveau règlement.*

V. CONVENTION DE FINANCEMENT – APPEL À PROJETS POUR UN SOCLE NUMÉRIQUE DANS LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Le maire rappelle au conseil municipal qu'un dossier de demande de subvention a été déposé dans le cadre de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires. La commune a été retenue, une convention doit être signée, il propose au conseil municipal de l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le Maire à signer la convention de financement avec l'Education Nationale dans le cadre de l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires ainsi que tous documents y afférents.

VI. TARIF DES LOCATIONS DE SALLE – SALLE LOHBERGER – MODIFICATION

La société EXACODE, organisme habilité pour le passage de l'examen du code de la route, souhaite organiser des séances d'examen sur la commune de Maing. Cela constituerait un service de proximité pour les maingeois qui passent le permis de conduire.

L'utilisation par la société Exacode étant limitée, il est ainsi proposé au conseil municipal de revoir le tarif adopté à hauteur de 60 € par mois soit 180 € par trimestre.

Le conseil municipal, entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'agréer le tarif de 60 € par mois soit 180 € par trimestre pour la location de la salle Lohberger par la société Exacode.

VII. DBM 2

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
21311 (21) - 020 - 705 : Hôtel de ville	2 920,00		
21312 (21) - 20 - 691 : Bâtiments scolaires	-3 040,00		
2315 (23) - 813 - 684 : Installation, matériel	120,00		
	0,00		

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant	Article (Chap.) - Fonction - Opération	Montant
6042 (011) - 823 : Achats prest.de serv.(au	12 000,00	6459 (013) - 20 : Remb. sur charges Sécuri	1 500,00
60623 (011) - 251 : Alimentations	5 000,00	7066 (70) - 421 : Redevances&droits des se	1 500,00
60623 (011) - 421 : Alimentations	1 800,00	7067 (70) - 251 : Redev.&droits des serv.p	8 450,00
60628 (011) - 510 : Autres fournitures non s	350,00	7336 (73) - 822 : Droits de place	200,00
60636 (011) - 251 : Vêtements de travail	350,00	773 (77) - 020 : Mandats annulés ou atteints	700,00
61521 (011) - 40 : Terrains	-14 416,08		
61558 (011) - 823 : Autres biens mobiliers	506,08		
6161 (011) - 020 : Multirisques	200,00		
6236 (011) - 020 : Catalogues et imprimés	60,00		
6288 (011) - 020 : Autres services extérieu	6 500,00		
	12 350,00		12 350,00
Total Dépenses	12 350,00	Total Recettes	12 350,00

Adopté à l'unanimité

VIII. QUESTIONS DIVERSES

1. *Monsieur le Maire, lors du conseil Municipal du 21 juin, vous avez dit avoir découvert la question à l'ordre du jour du Bureau Communautaire du 28 juin 2021 portant sur l'implantation d'une aire d'accueil des gens du voyage. Qui des élus ont participé à ce conseil ? Aujourd'hui, pouvez-vous nous informer sur la réunion, programmée à votre demande début septembre.*

Le Maire : Aucun des élus maingeois n'ont participé à cette réunion qui est un bureau communautaire et non un conseil communautaire. Au bureau ne participent que le président, les vice-présidents et les conseillers délégués. Donc ni le maire, ni Corinne Collet élus communautaires de la commune de Maing ne pouvaient y participer, ils ne sont ni l'un ni l'autre, VP ou CD.

Par contre, l'ordre du jour de cette réunion de bureau est envoyé pour information à tous les élus de l'agglo, c'est ainsi que nous avons eu connaissance du point concernant la création d'une aire de grand passage.

Début septembre, le Président Degallaix nous a demandé par courrier la position de la commune de Maing sur le projet de création d'une aire de grand passage. Je lui ai fait savoir que nous étions opposé à ce projet. A ce jour, je suis dans l'attente d'un retour de l'agglo.

M. Ledoux : Pouvez-vous nous donner les résultats du sondage réalisé cet été ?

Mme Collet : 600 NON et 2 OUI.

2. La programmation du feu tricolore en face de la mairie a été légèrement modifiée pourquoi ? Ce feu est-il du type R22 (qui passe au vert lorsqu'on respecte la vitesse) ?

Le Maire : Pour faire suite à l'arrêté du 9 avril 2021 relatif à la modification de la signalisation routière, le feu dit « intelligent » a été transformé en feu de la circulation classique. Le feu est au rouge pour les véhicules et les piétons. Il passe au vert quand il détecte l'arrivée d'un véhicule. Le piéton pour traverser doit toujours appuyer sur le bouton piéton.

3. Les conseillers et les Maingeois peuvent-ils être informés et avoir accès aux résultats d'analyse des rejets des casiers du site TD 101 ? Quel est l'évolution du niveau de la nappe aquifère au niveau de cet ouvrage (relevés des piézomètres) ?

Le Maire : Il rappelle qu'un comité de suivi existe dont M. Ledoux fait partie. Le prochain comité se réunira en fin d'année. Le recrutement d'un nouveau bureau d'études est en cours. Vous pourrez lors de cette future réunion poser toutes les questions que vous voudrez.

M. Ledoux répond qu'il demandera en effet des informations lors de la prochaine réunion.

4. de Sonia Glineur

Pouvez-vous déjà nous indiquer quand la cantine scolaire reprendra son service normal ? Quand le conseil Municipal pourra se tenir en salle de Mairie ? Pouvez-vous aussi nous donner un agenda sur les festivités officielles à venir dont par exemple le dépôt de gerbe au monument des morts pour la France ?

Mme Collet : A ce jour, les directives pour la restauration scolaire n'ont pas changé. Afin de respecter la distanciation entre les enfants, nous continuons d'accueillir les

enfants dont les deux parents travaillent. Si un changement de protocole sanitaire intervient, nous vous tiendrons informer des modifications.

Dés le 1^{er} octobre, le conseil municipal aurait dû retrouver son lieu de réunion habituel. Cependant, les locaux sont en travaux et, jusqu'à la fin de ces derniers, le conseil municipal se tiendra salle Aragon. Le sous-préfet, comme il se doit, a été avisé de ce changement de salle provisoire.

Mme Glineur demande s'il est possible de changer la configuration de la salle.

Mme Collet répond qu'elle va y réfléchir.

Le 11 novembre prochain, une cérémonie aura bien lieu au monument aux morts. Pour l'organisation des remises de récompenses aux diplômés, ils seront conviés à venir retirer leur carte cadeau en mairie.